

Acq. 162895

# COMITÉ FRANCE AMÉRIQUE LATINE



## sommaire

- Editorial ..... p. 2
- **Le Brésil :**
  - . le "modèle brésilien",  
ébauche critique ..... p. 3
- Le complôt économique  
et politique de la réaction  
au Chili ..... p. 9
- Haïti après la mort de  
Duvalier ..... p. 10
- Pablo Neruda, poète latino-  
américain ..... p. 11
- La musique andine ..... p. 12
- Nouvelles brèves ..... p. 14
- Qu'est-ce que le Comité  
France—Amérique latine ..... p. 15



bulletin périodique / n° 2 / déc. 71

prix de ce numéro / 2f.50

4° P. 7735

## UN BULLETIN :

## POUR QUOI FAIRE ?

Il est évidemment trop tôt, au seuil du second numéro, pour conclure sur l'accueil réservé à notre bulletin par ses lecteurs. Cependant, la diffusion du premier numéro nous fournit divers indices qui confirment ce que nous pensions : notre Bulletin correspond à un besoin d'information et de réflexion sur l'Amérique latine.

Le public auquel nous nous adressons est très large, il va des Comités d'entreprise aux Universités ; les demandes d'information sont par conséquent très diverses. Les uns, peu informés, sont demandeurs dans tous les domaines, les autres ont une connaissance émiettée de l'Amérique latine : tel spécialiste de l'économie est curieux de littérature, tel autre, informé de cinéma, souhaite compléter son information en économie, etc... Comment ne décevoir ni les uns ni les autres ? Nous avons pensé souhaitable d'instaurer deux sortes de rubriques de fond : des dossiers économique-politiques, sur chacun des pays ou sur chacune des grandes questions d'actualité, d'autre part des articles sur la littérature et les arts en Amérique latine.

L'actualité étant mouvante par définition, nous préférons pour les dossiers économique-politiques des analyses cernant l'essentiel d'une situation plutôt que des chronologies non explicatives. Il ne saurait être question de conclure par des jugements schématiques ou de priver nos lecteurs d'un ou de plusieurs éléments du cadre politique d'un pays ; de même, il ne saurait être question de dénaturer l'action des hommes qui vivent et luttent pour leur indépendance en Amérique latine, de nous poser en censeurs de tel ou tel mouvement ; cependant, il nous faut informer sur l'importance relative des mouvements politiques, sur leurs problèmes sous peine de rendre incompréhensible notre analyse. Nos indications bibliographiques sont destinées à permettre au lecteur de mieux étayer son jugement.

Dans les articles culturels, on abordera les différents aspects de la culture vivante en Amérique latine : littérature, musique, théâtre, cinéma, arts plastiques... Nos moyens actuels ne nous permettent pas d'offrir au lecteur des études aussi fouillées qu'il serait souhaitable dans une revue disposant de plus de pages ; dans l'immédiat, nous concevons ces articles comme des informations et non comme des critiques de fond, comme des invitations à lire une œuvre, à voir un film, une exposition, etc... Pour l'avenir, nous avons des projets plus ambitieux, par exemple, plutôt : des déclarations exclusives de créateurs vivant en Amérique latine.

La page d'informations brèves résume l'actualité des pays d'Amérique latine du mois écoulé. Cette page n'est pas simplement conçue comme une suite inorganisée d'informations ponctuelles mais plutôt comme une amorce à des dossiers ou comme complément à une situation dans un pays ayant déjà fait l'objet d'un dossier (exemple du Chili, traité dans le n° 1).

Nous souhaitons que chaque numéro puisse servir de base de discussion à nos cercles locaux et, pourquoi pas ? puisse favoriser la naissance de nouveaux cercles. Rappelons que ces cercles, en formation ou déjà créés, peuvent demander au Comité national des conférences, des soirées musicales, des expositions ou des montages audio-visuels. Une page du Bulletin est réservée à l'annonce et au compte rendu des activités du Comité et de ses cercles locaux.

Nous ne disposons encore que d'un petit nombre de pages ; de la réussite des premiers numéros, notamment du nombre d'abonnements qui nous parviendront, dépend que nous puissions financièrement offrir un Bulletin plus copieux.

Au terme de ces quelques lignes sur l'orientation du Bulletin, le Comité de Rédaction demande instamment à tout lecteur de lui faire part de ses critiques et suggestions, de manière à ce que s'instaure un large débat entre lecteurs et rédaction. De l'écho que rencontrera cette demande dépend que l'on puisse ouvrir, dès le prochain numéro, une nouvelle rubrique réservée à la discussion.

Le Comité de rédaction



# LE BRÉSIL

## LE "MODELE" BRÉSILIEN (Ebauche critique)

Le changement de gouvernement qui est survenu au Brésil le 1er avril 1964 a entraîné de telles modifications, à tous les niveaux de la vie sociale, qu'on ne peut le considérer comme une simple substitution des forces au pouvoir.

Dans les années qui ont suivi le coup d'Etat, en s'appuyant sur la croissance du produit national, les gouvernements militaires brésiliens ont élaboré un ensemble de normes et de mesures qui orientent le processus actuellement en cours dans le pays qu'ils présentent comme un véritable "modèle" dont les succès sont quotidiennement vantés dans la presse. Cet effort de propagande ne se limite pas aux frontières nationales et, ces derniers temps, il a atteint l'opinion publique internationale : de nombreux articles de revues et de journaux européens sont consacrés à l'analyse de la conjoncture économique et politique brésilienne dont ils ne présentent généralement que les aspects les plus superficiels.

Il est donc nécessaire d'exposer clairement les mécanismes réels dont se sert le gouvernement brésilien dans l'exercice de son action et pour analyser les conséquences de cette action sur l'ensemble de la société brésilienne. Nous espérons ainsi aider l'opinion publique à mieux comprendre ce qui se passe réellement au Brésil.

°  
° °

### *le coup d'Etat du 1er avril 1964*

Si l'on considère la situation qui vient d'être évoquée, il est plus facile de comprendre le coup d'Etat, de déceler les objectifs des forces sociales qui y ont participé.

Ce serait simplifier les choses que d'affirmer que le coup d'Etat a simplement été l'oeuvre des impérialistes, alliés aux forces conservatrices et s'appuyant sur l'armée, pour rétablir en leur faveur une situation qui passait progressivement sous le contrôle des forces démocratiques. Ce qui s'est passé en réalité c'est une redistribution des rôles politiques et une redéfinition des forces en présence qui comporte des aspects très complexes.

Le coup d'Etat de 1964 est arrivé à un moment de luttes sociales aiguës : les forces progressistes du pays multipliaient leurs efforts pour influencer d'une façon décisive le cours des événements et le mouvement syndical atteignait un niveau d'union et de combattivité sans précédent. Au Parlement, le Front Parlementaire Nationaliste, qui groupait des députés et sénateurs de différents partis, faisait pression pour imprimer une orientation nationale à la législation brésilienne. La structure agraire, caractérisée par une forte concentration des propriétés, était à la veille de transformations profondes qui auraient permis de nouveaux rapports sociaux au bénéfice de la grande masse des travailleurs de la terre. La démocratisation de l'enseignement et la lutte pour l'alphabétisation constituaient des points très importants du programme des forces populaires. Le pouvoir exécutif, s'appuyant sur les courants progressistes du Parlement, prenait des mesures tendant à limiter l'action du capitalisme étranger. Le secteur étatisé de l'économie se développait et la loi qui devait accorder à l'Etat le monopole des ressources minières était à la veille d'être approuvée.

L'action des impérialistes dans la préparation et l'exécution du coup d'Etat a été évidente. Les organes de la presse brésilienne les plus liés aux intérêts nord-américains ont poursuivi une campagne systématique pour appeler à un coup d'Etat militaire. Les relations entre les gouvernements du Brésil et des Etats-Unis étaient de plus en plus tendues : l'entrée des capitaux venant des Etats-Unis avait pratiquement été stoppée en 1963. La chute du gouvernement Goulart a été saluée à Washington comme une importante contribution au "statu quo" et au renforcement des positions tenues par l'impérialisme nord-américain en Amérique latine.



D'un autre côté, les forces conservatrices du pays ont soutenu et orienté les auteurs du coup d'Etat. Une large coalition s'est formée avec le but de renverser le gouvernement ; on y trouvait les grands propriétaires terriens et la bourgeoisie industrielle, commerçante et financière ainsi que leurs agents politiques, les partis traditionnalistes.

Répondant à ces appels répétés, l'armée s'est rebellée le 30 mars et a installé le 1er avril 1964 un gouvernement reflétant la conjonction des différents courants qui s'étaient emparés du pouvoir.

Que se proposait le nouveau gouvernement ? La réponse, ou plutôt les réponses à cette question doivent être cherchées moins dans les dé-

clarations que dans l'ensemble des mesures prises : une compréhension plus claire se dégage du bilan de la politique qui fut alors appliquée.

Le fonctionnement normal des institutions législatives a tout d'abord été bouleversé. La Constitution de 1946 sans être formellement abolie, a été pratiquement tournée dans la mesure où le gouvernement s'est attribué le pouvoir législatif en édictant une série de décrets et d'actes institutionnels qui n'ont été soumis, ni au Parlement, ni au pouvoir judiciaire. Le système de prise de décision a été ainsi complètement centralisé et a permis au gouvernement de légiférer dans tous les domaines sans avoir à affronter l'opposition du Parlement.

### *le moyen choisi pour lutter contre l'inflation : la compression des salaires*

L'axe principal de la politique du nouveau gouvernement en matière économique et financière a été la recherche des moyens propres à développer la croissance économique et à freiner l'inflation, cette maladie chronique de l'économie brésilienne durant ces dernières années. La conjoncture des premières années de la décennie de 1960 avait été très mauvaise ( et cela a joué un rôle important dans la chute du gouvernement Goulart ). Le taux d'expansion de l'économie atteignait tout juste 2 % en 1963 ce qui entraînait une diminution des revenus puisqu'au même moment la croissance démographique était de l'ordre de 2,8 % par an. L'inflation avait pris des proportions énormes et le gouvernement Goulart s'était révélé impuissant à contenir la hausse des prix. La situation s'était aggravée sous la pression des organismes financiers internationaux, manipulés par les Etats-Unis, qui avaient refusé d'accorder de nouveaux crédits. La dette extérieure augmentait et la balance des paiements était complètement déséquilibrée entraînant une paralysée des investissements et un alourdissement du marché de la main d'oeuvre. Il était normal, dans ces conditions, que la classe ouvrière ait accentué sa lutte revendicative et que les grèves se soient succédé. La bourgeoisie, pour gagner à sa cause les couches moyennes, accusait le prolétariat d'être le responsable du désordre économique - alors que celui-ci résultait de la situation structurelle et des contradictions existant dans le pays. Chaque fois qu'il y avait une grève, la Fédération des Industries, organisation centrale des syndicats patronaux, répondait par un appel à la "paix sociale" et à la reprise du travail et cherchait à faire retomber la responsabilité de la hausse du coût de la vie sur les augmentations de salaires.

Dès la prise du pouvoir par le nouveau gouvernement la situation s'est durcie. Le gouverne-

ment du Maréchal Castelo Branco en est arrivé à penser, sous l'inspiration du Fonds monétaire International et dans le cadre de la politique du ministre de la Planification, Roberto Campos, que la diminution des salaires était le seul moyen de combattre l'inflation. Mais pour qu'une telle politique puisse être appliquée il fallait neutraliser le mouvement syndical, au besoin par une intervention policière : dès le lendemain du coup d'Etat, des détachements de l'armée et de la police occupèrent le siège de la plupart des syndicats et le Ministre du Travail nomma de nouvelles directions syndicales - à l'exception d'un petit groupe de syndicats qui s'étaient ralliés aux forces réactionnaires. La liberté de négocier des Conventions collectives fut réduite à l'état de fiction et toute activité qui aurait pu être taxée de "politique" fut interdite aux syndicats, comme si c'était nécessaire alors que les sièges étaient occupés et que les dirigeants étaient en prison !

C'est sur ce plan de la politique économique et financière que le gouvernement Castelo Branco a donné la preuve la plus évidente de son caractère anti-social et anti-ouvrier. Pendant la période précédente, les augmentations de salaires correspondaient, grosso modo, au taux de l'inflation. Le gouvernement Castelo Branco, sans réussir à vaincre l'inflation, a pratiqué une politique salariale très rigide qui a atteint la classe ouvrière dans ses ressources essentielles et n'a pas épargné non plus les autres couches salariées, les fonctionnaires et les professions libérales.

La politique de compression des salaires est devenue, depuis 1964, un élément essentiel de la politique des différents gouvernements : réalisant une épargne forcée elle est une des explications du "progrès brésilien".



### *L'appel aux capitaux étrangers*

L'appel aux capitaux étrangers, principalement nord-américains, fut un autre instrument de la politique économique du nouveau gouvernement. La loi limitant les bénéfices, qui avait été promulguée par le gouvernement précédent, fut dénoncée par le nouveau gouvernement comme freinant le progrès et immédiatement abolie. Le Brésil devint le champ d'une spéculation internationale des plus intense maintenant que le gouvernement jouissait de la confiance des organismes de crédit et des

gouvernements des pays impérialistes. La mainmise des capitaux étrangers sur l'industrie se développa d'une façon accélérée puisque l'un des moyens privilégiés de combattre l'inflation était le blocage des crédits bancaires nationaux : manquant de crédits l'industrie brésilienne ne pouvait affronter la concurrence étrangère ; les trusts étrangers pouvaient multiplier les propositions de fusion ou d'achat aux firmes brésiennes, leur offrant ainsi les crédits dont elles avaient besoin.

### *L'armée devient la force politique dominante*

Quels ont été, sur le plan politique, les éléments les plus significatifs de l'action du gouvernement, ceux qui reflètent le mieux ses objectifs et ses projets ?

L'intervention des forces armées n'était pas, certes, quelque chose d'inconnu dans la vie politique brésilienne. Plusieurs fois les militaires étaient déjà intervenus sur la scène politique pour rétablir la situation en faveur de tel ou tel groupement ; ils retournaient ensuite dans leurs casernes, laissant aux partis et aux dirigeants politiques civils l'exercice du pouvoir - non sans toutefois avoir ainsi constitué, au fur et à mesure du déroulement de l'histoire du Brésil, un puissant groupe de pression.

Le même phénomène ne s'est pas répété en 1964. Sans tenter, du moins dans les premiers temps du gouvernement Castelo Branco, de se substituer aux partis traditionnels, les forces armées sont restées présentes et ont été, comme elles le sont toujours, la tête en même temps que l'instrument de la politique répressive mise en pratique depuis 1964.

Les forces armées sont devenues le principal soutien du gouvernement et grâce à une législation extrêmement oppressive ont cherché à modeler les décisions du Parlement et à se subordonner les partis politiques. Ceci est devenu possible par le système des "actes institutionnels" qui donne au Président de la République le droit, contre lequel n'existe aucun recours, de retirer l'exercice de leur mandat aux parlementaires dont l'action gênait le plus le gouvernement. En même temps les projets de loi soumis par l'exécutif au législatif, devaient être approuvés dans un délai limité ce qui, en pratique, revenait à en empêcher la véritable discussion au Parlement.

De cette façon, les militaires se transformèrent de fait en un centre de pouvoir et les généraux brésiliens sont arrivés à constituer ce qu'ils ont pompeusement appelé le "haut commandement de la Révolution". Le poids des militaires est devenu de plus en plus lourd sur la scène politique, jusqu'à imposer sa marque sur tout le système juridico-institutionnel.

### *la doctrine de la "sécurité nationale"*

Les théoriciens militaires de l'École Supérieure de Guerre ont élaboré et perfectionné le concept doctrinal de "Sécurité nationale" qui, depuis 1964, sert de bible aux gouvernements militaires brésiliens. Cette doctrine, qui allie des éléments idéologiques de type ouvertement fasciste avec des notions d'une géopolitique tout à fait périmée, est l'instrument principal dont les gouvernements militaires se sont servis pour renforcer la cohésion des forces armées et justifier leurs projets. La formulation de la suprématie militaire se présente d'une façon logique : la sécurité nationale est un élément fondamental de la vie brésilienne et les forces armées sont, en dernière analyse, responsables de l'application des moyens découlant de cette doctrine. Il est donc hors de doute que c'est à elles qu'il appartient d'assumer les responsabilités les plus grandes dans la conduite des destinées nationales. Ainsi les militaires se superposent aux autres institutions, comme une espèce de juridiction suprême et toutes les fonctions de la vie bré-

silienne sont subordonnées aux critères de la Sécurité.

Les conséquences de cette politique furent très grandes. En premier lieu elles ont altéré les relations et l'équilibre qui existait entre les pouvoirs au Brésil en rabaisant le législatif et le judiciaire. L'indépendance du pouvoir judiciaire disparut sous une avalanche d'actes institutionnels qui donnaient au Président de la République le droit de déposer les juges et les officiers des tribunaux.

Le régime instauré par la Constitution de 1946 a été brisé et un Etat autoritaire et dictatorial dans lequel les militaires jouent le rôle prédominant a été mis en place. C'est ce changement qui caractérise la vie politique au Brésil ; avant 1964, le Brésil avait connu des crises du pouvoir comme en 1954, 1955 et 1961, mais le cadre constitutionnel avait été maintenu, ce qui ne fut plus le cas cette fois : les cadres politiques furent obli-

gés d'accepter la tutelle militaire et bientôt une nouvelle Constitution viendra se substituer à celle de 1946.

Le système fédératif fut pratiquement liquidé et les pouvoirs des Etats furent sensiblement réduits. L'élection directe du Président de la République et des gouverneurs d'Etats fut abandonnée. Un certain nombre de municipalités, qui par une coïncidence étrange étaient celles où l'on trouvait les plus grandes concentrations ouvrières, furent considérées comme zones de sécurité et leur Préfet fut nommé par le pouvoir central. (NB. Les Préfets, qui sont en principe élus correspondent à ce que sont en France, les maires des villes.)

Les libertés démocratiques ont bénéficié

### *en 1967, le gouvernement Costa e Silva se présente comme voulant "humaniser" le régime*

Le 15 mars 1967 survint un premier changement de gouvernement à l'intérieur du régime dictatorial. Le Maréchal Castelo Branco céda le pouvoir au Maréchal Costa e Silva. La propagande gouvernementale essaya d'utiliser la chose pour donner des illusions au peuple. Castelo Branco était considéré comme un homme dur et inflexible; il était celui qui avait entrepris la tâche impopulaire de la "Reconstruction nationale". Costa e Silva, son successeur, fut présenté comme venant "humaniser" la "Révolution", maintenant que l'oeuvre patriotique de son successeur était achevée. Le carcan politique fut assoupli, bien que très légèrement, et les conséquences de ce changement se firent sentir en 1968.

Comme Castelo Branco, Costa e Silva avait été élu par le Parlement, mais le choix de sa candidature avait été faite indépendamment des formations politiques représentées au Parlement, qui n'avait eu d'autre rôle que d'avaliser une désignation qui lui avait été imposée. Le centre de décision avait été transféré à l'armée, de telle sorte que le choix du Parlement était d'abord fait dans les casernes, était accepté ensuite par les partis et n'était enfin voté que d'une façon purement symbolique par le Parlement.

Par ailleurs on procéda à un regroupement des partis. L'intention du gouvernement était claire : regrouper les forces conservatrices en un parti unique, qui fut bientôt transformé, contre sa propre volonté, en parti gouvernemental, afin d'éviter un effritement des bases politiques de la dictature et de faciliter le contrôle du gouvernement sur les parlementaires. La nécessité de maintenir

d'un traitement de faveur. La liberté d'expression fut niée et la censure s'est systématiquement attaquée aux intellectuels. Les emprisonnements arbitraires se sont succédé avec la généralisation de la torture.

A partir du concept de Sécurité nationale le gouvernement a avancé l'idée que le pays était en guerre : les discours présidentiels et les communiqués du commandement militaire traduisaient une fureur belliciste extrême : elle était dirigée contre les "ennemis de l'intérieur" puisque le pays était en paix à l'extérieur. La guerre fut déclarée contre le peuple et ceux qui continuaient - comme ils continuent encore aujourd'hui - à lutter pour apporter une alternative réellement démocratique au Brésil ont été considérés comme des ennemis.

certaines apparences extérieures conduisit le gouvernement à permettre la constitution d'un parti d'opposition dont les effectifs ne puissent menacer sérieusement la large majorité dont il disposait dans les deux chambres du Parlement.

Une nouvelle Constitution fut fabriquée avec le but d'assurer la continuité du régime. Ainsi le gouvernement Costa e Silva commença-t-il son existence en renforçant une législation coercitive alignée sur les forces armées et les courants politiques conservateurs. Cependant l'adoption de la Constitution signifiait en même temps la fin du régime des actes institutionnels, ce qui représentait, du point de vue du Parlement, un retour au moins partiel à une liberté de mouvement et d'initiative. Les forces politiques cherchèrent à se grouper autour des anciens dirigeants civils, menaçant ainsi directement le pouvoir dictatorial.

Le mouvement des masses profondément blessé aux premiers jours du gouvernement Castelo Branco ressurgit à travers des actions d'abord isolées mais qui, petit à petit, débouchèrent sur les grandes manifestations de l'année 1968. Le mouvement syndical fut partiellement réorganisé à la suite d'un travail patient et les premières grèves furent déclenchées.

L'année 1968 se détache dans l'évolution politique du Brésil. L'opposition au système dictatorial se renforce avec de nombreux contingents des couches moyennes tandis que croît le mécontentement de la classe ouvrière, des étudiants et des intellectuels.



### *l'acte institutionnel n° 5*

Pressé d'un côté, par l'opposition des masses, qui se faisait sentir à chaque moment de plus en plus lourdement et de l'autre, par le Parlement, qui s'opposait à la mise en accusation d'un parlementaire, le pouvoir dictatorial édicta l'acte constitutionnel n° 5 par lequel il pouvait recourir à la destitution, à la mise à la retraite et aux emprisonnements arbitraires du fait de la suppression des garanties de l'"habeas corpus".

Quel est le bilan de ces deux années pendant lesquelles le gouvernement n'avait pas disposé d'instruments extra-constitutionnels ?

Il est d'abord devenu évident que la dictature ne pouvait pas se maintenir au Brésil sans recourir à une législation qui supprime toutes les libertés démocratiques. La moindre brèche dans le cadre institutionnel permet l'action combinée des diverses forces d'opposition et peut conduire, à bref délai, à la fin du système dictatorial.

Il est devenu clair ensuite que la façon dont le mouvement des masses a été conduit en 1968 ou depuis, sous la direction des fractions les plus radicales de la petite bourgeoisie, avec une faible participation du mouvement ouvrier, ne lui permet pas de renverser la dictature. Sans la participation et la direction du prolétariat, le mouvement des masses s'oriente ouvertement vers le gauchisme et se transforme en un mouvement d'avant-garde, coupé des masses, essentiellement étudiant, qui s'isole et devient ainsi, facilement, la victime des coups qui lui sont portés par la dictature.

La promulgation de l'acte institutionnel n° 5 marque le commencement d'une des répressions les plus brutales de notre époque. La doctrine de la Sécurité nationale fut appliquée jusqu'à l'extrême et le Brésil se présente aujourd'hui comme une des nations du monde où les droits les plus élémentaires sont systématiquement violés.

### *le gouvernement Médici veut faire croire au "miracle" économique et vante le "modèle" brésilien*

C'est dans ce cadre sombre que le gouvernement du Général Médici, qui a succédé à celui de Costa e Silva en octobre 1969, essaie de dresser une façade souriante et cherche à vanter les vertus du "modèle" brésilien qui n'est rien d'autre que l'approfondissement des méthodes dictatoriales mises en pratique depuis 1964.

Sur le plan économique le fondement du processus de croissance repose sur la compression des salaires dont la pratique avait été initiée par Castelo Branco, maintenue par Costa e Silva, et est développée par Médici. L'épargne ainsi réalisée est canalisée vers des oeuvres de prestige ou dans des projets qui s'insèrent dans le cadre des impératifs sacro-saints de la Sécurité nationale : autoroutes de liaison entre zones stratégiques, ou industries servant à renforcer le potentiel militaire brésilien.

La politique d'industrialisation suivie par le gouvernement cherche non à satisfaire les besoins de consommation de la population, mais à conquérir des marchés extérieurs. Ainsi les industries les plus récentes sont en train de s'équiper afin que la production industrielle brésilienne devienne à bref délai compétitive sur le plan international. Cette politique reflète et accentue encore l'étroitesse du marché intérieur. La réduction des salaires, qui conduit à la diminution du pouvoir d'achat des masses, reflète bien, d'un côté, le caractère anti-populaire du régime dictatorial qui interdit rigoureusement tout ce qui pourrait tendre à une redistribution des richesses, mais, d'un autre côté, elle rétrécit encore le marché intérieur : de la façon dont elle est conduite, l'industrialisation ne crée qu'un

nombre réduit d'emplois ce qui aggrave le chômage, déjà endémique.

La pénétration impérialiste par le moyen d'un afflux constant de capitaux étrangers qui, ou bien s'associent aux firmes nationales, ou bien prennent leur contrôle direct, est une autre caractéristique marquante de l'économie brésilienne. Ce processus, accompagné de la tentative de doter l'infrastructure industrielle d'un équipement qui permette une augmentation de la production, a entraîné, des dernières années une importante concentration monopoliste.

Ainsi le "miracle" économique brésilien s'assied-il avant tout sur une exploitation accrue des grandes masses rurales et urbaines et sur la marginalisation de la plus grande partie de la population tenue à l'écart des progrès de la productivité. La diminution du salaire moyen réel, l'augmentation du coût de la vie, l'aggravation du sous-emploi et du chômage, le maintien d'une structure agraire très concentrée et improductive sont les caractères constants de l'économie brésilienne ces dernières années, bien qu'ils n'apparaissent évidemment pas dans les statistiques officielles.

Du point de vue politique, la situation se présente d'une façon tout à fait cohérente, en vue de l'application de la politique économique que nous venons d'analyser. Il faut dire clairement que le maintien du "modèle" brésilien, tel qu'il a été conçu et imposé par le pouvoir dictatorial, exige la suppression totale des libertés démocratiques, l'écrasement des syndicats, la domestication des courants d'expression au Parlement et le rejet de



toute création intellectuelle, car il n'est pas possible d'appliquer un plan de développement qui heurte de front la majorité de la nation sans en arriver à ces extrémités. L'absence de participation politique des masses et la centralisation excessive des prises de décision sont les conséquences de la volonté d'appliquer à tout prix un tel "modèle".

La politique extérieure brésilienne a conservé les principes et les formules dépassées de la guerre froide, préconisant un alignement rigide sur le camp impérialiste et cherchant toujours à calquer sa position sur celle de Washington. La rupture immédiate de toutes relations avec Cuba, l'appui constant à la brutale intervention des États-Unis à Saint-Domingue en 1965 sont des exemples frappants du chemin suivi par le pouvoir dictatorial au Brésil. Les théoriciens de l'École Supérieure de Guerre ont élaboré le concept de "frontières idéologiques" et développent l'idée que la Sécurité nationale dépend de la coïncidence des frontières idéologiques avec celles du continent, ce qui signifie en clair un abandon total des peuples frères d'Amérique latine en lutte pour défendre ou

conquérir leur indépendance nationale. L'intervention militaire brésilienne à Saint-Domingue, aux côtés des marines nord-américaines fut l'application de cette politique. Durant des années la diplomatie brésilienne, malgré des échecs successifs, a essayé de créer à l'O.E.A. une "Force inter-américaine de Paix", c'est-à-dire un contingent spécial d'intervention rapide pour rétablir l'"ordre" chaque fois qu'un pays latino-américain tenterait de s'engager sur la voie de la libération nationale.

En matière d'éducation, la politique brésilienne reflète d'une façon évidente le système dictatorial. Les organisations étudiantes ont été dissoutes et les universités ont été soumises à une répression qui n'a épargné ni les professeurs, ni les étudiants ni le personnel administratif. La liberté d'enseigner a pratiquement été étouffée derrière les contrôles de la vie universitaire. Une nouvelle discipline a été créée, l'"éducation morale et civique" qui réunit les théories les plus rétrogrades de la science sociale ; cet enseignement est obligatoire à tous les niveaux de la scolarité, de l'école primaire jusqu'aux enseignements post-doctoraux.

### *L'opposition grandit et peut tendre à la constitution d'une large alliance contre la dictature*

Comment se situent les forces progressistes en face de la situation qui règne aujourd'hui dans le pays.

Il faut d'abord considérer que les forces dont les intérêts ont été atteints par la dictature et qui aujourd'hui s'opposent à elle sont extrêmement nombreuses et variées. Le prolétariat, les paysans des secteurs importants des classes moyennes urbaines, certains secteurs de la bourgeoisie qui ont pâti de la politique économique, le clergé et même certaines fractions de l'armée, mécontentes, peuvent constituer un front anti-dictatorial.

D'un autre côté, il faut remarquer que la lutte politique au Brésil aujourd'hui trouve ses bases objectives dans le mécontentement qui est né de l'application de la politique de la dictature sur différents plans ainsi que de l'instabilité existante. La vérité c'est que le pouvoir dictatorial malgré plus de sept ans d'existence, n'a pas réussi à grouper autour de lui un ensemble de forces politiques et sociales représentatives, ni, malgré les formules institutionnelles décrétées, à créer des mécanismes stables de succession du pouvoir. D'un côté, une cohésion minimum fait défaut au parti gouvernemental, de l'autre, chaque succession présidentielle provoque une crise dont les conséquences se font sentir dans la nation entière.

Ce qu'il faut au Brésil aujourd'hui c'est forger un front anti-dictatorial rassemblant les mécontents dispersés, les orienter vers un objectif central, réunir les forces qui s'opposent à la dictature et cela sera possible seulement à travers une lutte de masses.

La promulgation de l'acte institutionnel n° 5 a entraîné, en 1969 et 1970, une intensification des actions d'avant-garde. La tactique de l'organisation des masses et de son orientation en direction de la lutte politique fut remplacée par des actions de groupes armés qui croyaient pouvoir renverser la dictature par ces moyens. Le gouvernement renforça ses efforts de répression et put frapper sérieusement les organisations armées. Le bilan de ces actions montre clairement que les actions d'avant-garde, quand elles sont isolées des masses, perdent leur sens révolutionnaire et conduisent à la destruction des organisations. Il montre en même temps que le chemin de la lutte politique au Brésil passe par l'organisation des masses dans les secteurs fondamentaux de la société brésilienne.

L'isolement du gouvernement dictatorial brésilien s'est aggravé sur plusieurs plans. La conjoncture politique latino-américaine y contribue d'une façon sensible puisque les luttes de libération nationale se développent avec succès sur tout le continent : les événements récents au Chili et les transformations qui sont en cours en Argentine ont leurs répercussions au Brésil, malgré les efforts du gouvernement pour empêcher la liberté d'information.

La lutte politique au Brésil ne suit pas un calendrier pré-établi. Les coups portés par la dictature ont été profondément ressentis, mais nous sommes certains que le peuple brésilien saura, comme les autres peuples d'Amérique latine, trouver son propre chemin vers la libération nationale.

Júlio RODRIGUES

#### POUR EN SAVOIR PLUS SUR LE BRÉSIL

\* Histoire, géographie, vie quotidienne :

P. JOFFROY : Brésil (Collection "Petite Planète") - Paris - Nouvelle éd. 1968

P. MONBEIG : Le Brésil (Collection "Que sais-je ?") - Paris 1958

R. BASTIDE : Brésil, terre de contrastes - Paris 1957.

\* Situation récente

M. ARRAES Le peuple et le pouvoir, Paris, Maspéro, 1969

M. ARRAES La violence militaire au Brésil, Paris, Maspéro, 1971

## LE COMLOT ECONOMICO-POLITIQUE DE LA REACTION AU CHILI

" Crise d'approvisionnement ", " crise du commerce extérieur ", " déception des secteurs populaires ", " manifestations de paysans ", tels étaient les titres, aux mois de juillet et d'août, de la presse réactionnaire chilienne (Mercurio et La Prensa). Qu'en est-il exactement ? Voici quelques faits :

Il est exact que la population de Santiago a dû subir un rationnement en viande pendant deux semaines du mois d'août. Mais ce que cette presse ne dit pas, c'est que des périodes de rationnement existaient déjà sous Frei et que les grands propriétaires ont participé au sabotage de l'économie en expédiant 200.000 têtes de bovins en Argentine entre le 4 septembre et le 4 novembre 1970. Entre juin et juillet 1970, 8.000 têtes de bovins avaient été importées d'Argentine ; à cause d'un hiver très rigoureux obligeant à fermer les cols, 200 seulement ont été importées pendant la même période de 1971.

Autre exemple : la production de Nescafé fut de 31 % supérieure à celle de juillet 1970. Malgré cette augmentation, l'approvisionnement des quartiers populaires était défectueux, car le principal distributeur, l'agence "Graham", accroissait ses stocks tandis que l'importateur "Pedro Ibanez" réduisait ses importations à 900 sacs alors qu'elles atteignaient 2.000 sacs à la même période de 1970. Ce cas fut vite réglé : les travailleurs de l'agence "Graham" ont demandé sa réquisition ; l'agence fonctionne dorénavant sous le contrôle des ouvriers et celui de la Direction de l'Industrie et du Commerce (DIRINCO) qui a procédé à la distribution des 80 tonnes de Nescafé stockées par l'agence.

Les conditions naturelles ont provoqué quelques difficultés ; c'est ainsi que le tremblement de terre du mois de juillet détruisit un nombre considérable d'élevages de poulets du pays. Le gouvernement a pris des mesures immédiates : l'importation de poulets de Belgique et de France a permis de résoudre ce problème ; il en a été de même pour la viande grâce à l'importation de viande congelée.

Il n'existe donc plus actuellement de problème de ravitaillement. D'autre part la bataille politique, afin de satisfaire la croissance du pouvoir d'achat ( augmentation de salaires et politique anti-inflationniste ) se mène dans tous les secteurs.

La mobilisation politique des travailleurs et le contrôle du gouvernement sur l'économie sont les deux grandes ressources à la disposition de l'Unité Populaire contre la réaction, tout en avançant dans la mise en place des structures permettant le passage au socialisme. L'Unité Populaire ayant choisi un régime de transition permettant la liberté d'expression à l'opposition, la lutte idéologique est essentielle pour faire échec au sabotage. Le gouvernement et tous les partis composant l'U.P. ont développé une grande campagne d'information auprès des

travailleurs afin que ceux-ci s'organisent pour contrôler tous les secteurs de l'économie. C'est dans ce cadre que le 9 août, lors d'une réunion où toutes les ménagères de Santiago furent conviées, le Ministre de l'Economie, Pedro Vuskovic, a expliqué les véritables causes des difficultés d'approvisionnement. Par ailleurs le Gouvernement a impulsé la création de comités de quartiers composés surtout de ménagères afin d'assurer le contrôle des prix.

Dans un autre domaine, la campagne mensongère menée par le Parti National et la Démocratie Chrétienne auprès des petits paysans a été déjouée par le Ministre de l'Agriculture, Chonchol, qui a expliqué très clairement que la Réforme agraire ne visait que les propriétaires de latifundios et avait pour but leur remplacement par une nouvelle forme d'organisation (Cf. N° 1 du bulletin).

Il y a donc bien un "complot" économique de la droite et des conservateurs (Démocratie Chrétienne et Parti National), complot qui a aussi des ramifications politiques.

Le 15 septembre, le mouvement fasciste "Patrie et Liberté" organisa, à Santiago, un meeting dont le but était de montrer à l'armée qu'une partie de la population était prête à soutenir un coup d'état militaire. Mais, dès le 1er septembre, les partis de l'U.P. appelaient à la mobilisation des travailleurs contre la droite et le 15 septembre, la volonté populaire s'exprima, non pas par le meeting fasciste, mais par l'immense meeting qu'avaient organisé le même jour les partis de l'U.P. et la Centrale Unique des Travailleurs.

Bien entendu le "complot" n'est pas uniquement organisé de l'intérieur du pays.

La nationalisation du cuivre, décidée par le peuple chilien le 11 juillet dernier, lésait les intérêts des monopoles Kennecott et Anaconda, et a entraîné des perturbations dans les relations commerciales avec les U.S.A. : le gouvernement Nixon a ordonné aux monopoles américains de s'assurer, avant d'exporter au Chili, que les groupes financiers internationaux accordaient leur aval aux crédits sollicités par le Chili. Au mois d'août, après l'intervention de l'administration de Nixon, l'Eximbank refusait un crédit au gouvernement chilien pour l'achat de deux Boeings qui devaient assurer la liaison Santiago - La Havane - Francfort et Santiago - Tahiti. Ces crédits seront refusés tant que les monopoles américains nationalisés n'auront pas reçu de garanties d'indemnisation.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement Allende a informé le peuple des pressions politiques et financières de l'impérialisme américain et a décidé de renforcer sa politique de diversification des fournisseurs étrangers.



## HAÏTI, APRES LA MORT DE DUVALIER

Six mois se sont écoulés depuis la mort du dictateur François Duvalier, en avril 1971, remplacé par son fils Jean-Claude.

C'est sur ce thème que Gérard PIERRE-CHARLES, professeur de sociologie à l'Université de Mexico, a donné une conférence d'information organisée par le Comité France-Amérique latine, le 21 octobre 1971.

On trouvera ci-dessous un bref compte rendu de cette conférence.

Pour comprendre la situation actuelle en Haïti, un retour en arrière est indispensable. Pendant l'année qui a précédé l'arrivée au pouvoir de François Duvalier, Haïti a connu une grave crise économique, de mai 1955 à décembre 1956, due à la baisse du prix du café, après la fin de la guerre de Corée. Une crise politique l'a accompagnée et a culminé avec la grève générale de décembre 1956, qui a entraîné la chute du gouvernement du Général Paul Magloire. Dans les mois qui ont suivi, Haïti a connu une certaine effervescence politique, l'élection présidentielle devant se faire au suffrage universel, alors que précédemment elle se faisait au second degré. Quatre gouvernements se sont succédé et le dernier d'entre eux, bien que très bref, a largement contribué à l'élection de Duvalier ; en effet, Daniel Fignolé, qui se présentait comme un homme de gauche alors qu'il n'était qu'un démagogue, a provoqué la peur chez les classes possédantes par son oratoire verbale. L'armée a pris en main la situation et a fermement soutenu le candidat capable de rassurer les classes possédantes : Duvalier. Après son élection ce dernier a immédiatement pris les mesures capables de consolider son régime : persécutions contre l'opposition représentée par les candidats malheureux, réorganisation de l'armée en vue de créer une force à sa complète dévotion, création d'une police parallèle, plus connue sous le nom tristement célèbre de "Tontons-Macoutes" ( en langage populaire haïtien, tonton-macoute signifie "père-fouettard" ) le terme s'appliquant à cette police personnelle de Duvalier n'a été institutionnalisée que plus tard. Les crimes, assassinats, exactions diverses des Tontons-Macoutes sont sans nombre : tout opposant ( ou supposé tel ) au régime pouvait recevoir leur visite qui se terminait toujours dans un bain de sang ; des familles entières ont été assassinées bestialement ; 10.000 personnes ont été tuées en 14 ans de dictature ; 500.000 environ ont dû s'exiler, sur un total de 5 millions d'habitants !

Les intentions de Duvalier sur le plan économique étaient claires : " faire de Haïti un second Porto-Rico ", c'est-à-dire, ouvrir le pays au capitalisme étranger, accepter l'aide économique très généreuse des Etats-Unis qui, par ailleurs, envoyaient une mission militaire chargée de l'entraînement des cadres de l'armée et de la police. Du point de vue idéologique l'arme utilisée par Duvalier, était celle de la négritude. D'un côté il cherchait l'appui des couches les plus pauvres de la population, en se présentant comme le champion des masses noires contre l'oligarchie mulâtre, et exploitant de cette façon les contradictions socio-raciales qui existent en Haïti. D'un autre côté, Duvalier a largement utilisé le système de croyances religieuses de la population, s'affirmant comme l'incarnation suprême de la divinité et mettant la religion au service d'un régime qui, malgré la démagogie, a maintenu les mêmes classes dirigeantes. Derrière ce paravent idéologique l'arme essentielle du régime était la terreur.

Après la révolution cubaine, la dictature haïtienne a affirmé sa tendance fascisante dans la lutte contre la montée de l'opposition. En 1959, a été constitué le premier parti marxiste : le Parti d'Entente populaire ( le Parti Populaire de Libération Nationale, démocratique, était, lui, né en 1954 ). Fin 1960, a éclaté une grande grève des étudiants, organisés dans l'Union Nationale des Etudiants de création récente ; cette première manifestation de l'opposition a été très durement réprimée, mais pour la première fois, le peuple haïtien réagissait et le régime est sorti ébranlé de cet affrontement.

En 1961, Duvalier a prolongé son mandat présidentiel de 4 ans, puis en 1964, il s'est nommé Président à vie. Depuis 1963, Kennedy qui n'appréciait pas les excès de la clique duvaliériste avait suspendu l'aide économique ; le conflit alla jusqu'à la rupture des relations diplomatiques. Après la mort de Kennedy, Johnson a repris l'aide économique à Haïti. Mais l'économie haïtienne était entrée depuis 1960 dans une phase aiguë de détérioration ; non seulement les structures féodales de la propriété terrienne subsistaient, non seulement l'industrie ne représentait que 12 % du Produit National Brut, mais encore l'indice de croissance était pratiquement nul.

C'est dans ces conditions qu'est apparu un processus d'unification des forces de gauche qui allait aboutir en 1969 à la formation du Parti Unifié des Communistes Haïtiens. Les communistes avaient déjà acquis une expérience de la clandestinité. Leur ligne politique consistait à préparer la violence populaire, unique moyen à leur avis, d'abattre la dictature. En 67-68, leurs formes d'action consistaient, entre autres, à s'emparer d'armes et à mener des expéditions contre les Tontons-Macoutes, dont la force semblait invincible.

De mars à juillet 69, une vague de répression sanglante s'est abattue sur les communistes. Une loi, promulguée à cette époque, punissait de mort non seulement les personnes soupçonnées d'être communistes, mais encore celles qui étaient simplement soupçonnées d'en connaître ou d'en loger. La C.I.A. a participé de près à cette répression qui a abouti au massacre de 200 dirigeants et cadres du Parti Unifié des Communistes Haïtiens.

Après 69, l'aide américaine s'est accrue, la mission militaire s'est à nouveau installée en Haïti, les investissements étrangers ont repris. Entre 69 et 70, environ 100 entreprises étrangères se sont installées en Haïti. Il fallait assurer la continuité du duvaliérisme, seul régime capable de maintenir - par la terreur - le pays dans sa dépendance économique. La solution a consisté à placer le fils à la succession du père. Le système politique reste en place et l'homme fort de Port-au-Prince est l'ambassadeur des Etats-Unis.





# PABLO NERUDA

## POÈTE LATINO AMERICAIN

*Le 21 octobre dernier, alors que le premier numéro de notre Bulletin était déjà sous presse, nous apprenions que Pablo Neruda avait été désigné pour le Prix Nobel de littérature 1971. Le Comité France-Amérique latine tient à rendre hommage à Pablo Neruda dans le second numéro de son Bulletin et à exprimer sa satisfaction de voir attribuer cette haute distinction à un homme dont la poésie est, depuis de nombreuses années, connue et appréciée dans le monde entier comme étant celle non seulement du plus grand poète vivant de l'Amérique latine mais encore celle d'un des plus grands poètes du monde actuel. L'œuvre poétique de Pablo Neruda est inséparable de son expérience et de son activité politiques et cette continuité remarquable entre l'une et l'autre de ces deux formes d'activité est ce qui donne à sa poésie son accent et son actualité. Le poète qui chante l'indépendance du continent latino-américain est aussi l'homme qui milite au Parti Communiste Chilien et qui, en décembre 1969, fut désigné par son parti comme candidat aux élections présidentielles de 1970. On sait que Neruda est actuellement ambassadeur à Paris du Gouvernement de l'Unité Populaire du Chili.*

Parler de la poésie de Pablo Neruda, c'est parler de l'Amérique latine.

L'étrange et profonde fusion entre le poète et son continent tout entier ne se manifeste pas seulement lorsque le poète s'arrête au paysage latino-américain ou aux problèmes de l'Amérique latine ou encore à ses peuples. L'Amérique latine est constamment présente, dans ses premiers poèmes d'amour imprégnés de sensualité et des rumeurs de la pluie du sud du Chili ou dans la désolation de son angoisse métaphysique.

L'Amérique latine est également présente dans ses poèmes dédiés à l'Espagne, dans la douleur que signifie pour Neruda la Guerre civile espagnole, dans sa prise de position politique. L'Amérique latine est présente aussi dans ses expressions naïves traduisant la joie, dans son amour pour les oiseaux et les pierres, dans ses Odes élémentaires qui chantent les choses simples de tous les jours.

Toute son expérience, ses très nombreux voyages, sa quête désespérée à la recherche de l'amour et d'un sens à donner à l'existence, sont les fondements mêmes qui permettent au poète de rencontrer la réalité latino-américaine, de la saisir grâce à la sensibilité et de la transformer en parole et poésie.

La recherche désespérée de l'amour, puis d'un sens existentiel dans la poésie de Pablo Neruda est, à son tour, la synthèse historique d'une attitude latino-américaine à partir de l'Indépendance dans la première moitié du XIXème siècle jusqu'à la moitié du XXème siècle. C'est l'époque à laquelle surgit en Amérique latine toute une conscience nationale et continentale, où l'homme latino-américain se demande qui il est, quelles sont ses racines et quel est son avenir. C'est alors également que surgit la poésie de Pablo Neruda racontant l'histoire de son continent, découvrant une réalité propre, une expression propre, et un besoin d'expression qui va au-delà de l'expression poétique elle-même, puisqu'il appelle à la construction d'une société nouvelle, à une nouvelle attitude vitale prenant appui sur tout le mystérieux passé précolombien.

C'est à ce moment que Pablo Neruda écrit le Chant Général, l'histoire poétique du continent latino-américain. Une histoire vivante qui révèle peu à peu et en même temps le présent, l'injuste situation d'humiliation de l'homme latino-américain,

son silence au long des siècles, un silence qui n'est pas synonyme de mort mais qui est l'attente d'une renaissance. C'est dans le poème Les hauteurs du Macchu Picchu que Neruda chante la grande révélation, le moment où il saisit la force latente de l'homme latino-américain. " Monte frère, viens naître avec moi " dit-il, l'appelant ainsi à comprendre son droit au retour à la vie.

Cette découverte poétique que fait Neruda de l'essence vitale d'un continent endormi est marquée par l'étonnement. Lui, le poète de ce continent, exprime sa perplexité devant l'ampleur de sa découverte. Ses paroles sont alors le témoignage de tout un continent. Face aux hauteurs du Macchu Picchu, le poète découvre le secret caché dans les ruines millénaires, le secret d'une injustice qui règne encore aujourd'hui et la puissance infinie de l'homme qui aujourd'hui encore gît enterré dans sa propre souffrance. C'est pour cette dernière raison que, malgré le ton essentiellement personnel de sa poésie - où le "je" poétique est toujours présent - et malgré son mode essentiellement latino-américain d'appréhender la réalité, la poésie de Neruda, est aussi une poésie profondément humaine, qui dépasse le personnel et le régional, pour poser la problématique de l'être contemporain.

L'apport poétique de Neruda est donc beaucoup plus complexe que la beauté de sa parole ou le maniement poétique des images. C'est la révélation d'une réalité, l'appel pressant à tout un continent pour qu'il naisse enfin, l'appel pressant pour qu'il apprenne à connaître le monde, un monde où l'air renoue la vie... C'est la poésie qui va au-delà de la poésie elle-même et donne un caractère de poésie à la vie que chaque homme porte en lui-même.

Eugenia NEVES

#### Bibliographie accessible en français :

- Vingt poèmes d'amour et une chanson désespérée - Editeurs Français Réunis.
- La centaine d'amour - Livre Club Diderot.
- Résidence sur la terre - Gallimard.
- Mémorial de l'Île Noire - Gallimard.
- Vaguedivague - Gallimard.

Gallimard.

Sur le poète et son œuvre, on lira avec profit l'étude de Jean Marcenac, publiée par Seghers, (Collection Poètes d'aujourd'hui) qui vient d'être rééditée.

# la musique andine

Lorsque l'on parle de musique andine, on est tenté d'appeler "folklorique" toute la musique originaire de la zone andine qui comprend l'Equateur, le Pérou, la Bolivie, le nord de l'Argentine et le nord du Chili, et qu'on a l'occasion d'entendre, jouée par des ensembles ou enregistrée : on ne tient pas compte du fait que cette musique perd son caractère folklorique hors de son contexte et que l'utilisation qui en est faite n'est pas l'utilisation originelle, en d'autres termes, que l'intention première dans laquelle cette musique a été créée n'existe plus. Il ne reste que sa valeur artistique qui, dès lors qu'elle se diffuse, en fait une musique populaire.

Il est pratiquement impossible de dire avec exactitude quelle était la musique des différents peuples avant l'arrivée des Incas qui ont constitué le Tahuantinsuyo (1) en imposant leurs coutumes et leur culture d'une manière générale et qui par conséquent ont certainement transformé les valeurs musicales existantes ; de même qu'il est pratiquement impossible de suivre les transformations de cette musique à travers la colonisation espagnole. On est donc réduit à déduire son évolution à partir des instruments employés, des formes rythmiques que ces instruments ont suscitées et de l'existence de lignes mélodiques aux caractéristiques plus ou moins différentes de la pentaphonie qui caractérise d'une manière générale la musique des Andes.

Dans le cadre de cet article et en attendant des études plus approfondies (2), on ne peut qu'énumérer les plus courants des différents rythmes et des différents instruments qui ont survécu aux attaques dont ils ont été l'objet, que ce soient les interdictions de l'Eglise qui, dans un premier temps, avait pour but d'anéantir les traditions indigènes et qui, ensuite, a choisi de les adapter aux fêtes catholiques, ou encore les interdictions des autorités civiles qui, même à l'époque républicaine (Cf. le triste exemple de l'Equateur), ont essayé, par mépris et ignorance, de supprimer les manifestations indigènes.

## les rythmes

Les plus caractéristiques de l'Equateur sont le Danzante, le Yumbo, probablement antérieurs à l'Empire incaïque ; le Yaravi, le Sanjuanito, dans lesquels on peut découvrir des influences incaïques. L'Albazo, le Pasillo, où l'influence de la guitare espagnole se fait sentir et où la thématique littéraire est nettement ibérique.

Au Pérou, on trouve le Yaravi, probablement antérieur au Yaravi équatorien, le Huayno considéré comme l'ancêtre probable du Sanjuanito, la Valse péruvienne où l'influence du métissage est très marquée et que son développement mélodico-harmonique éloigne de la pentaphonie incaï-

que pré-coloniale ; la Marinera est un autre rythme où l'on trouve l'influence de la guitare espagnole, en particulier dans le "rasgueado" que l'on retrouve, avec de légères variantes, en Equateur, au Chili et en Argentine.

La Bolivie et le nord de l'Argentine possèdent une très grande variété musicale, qui va de la triphonie jusqu'à l'utilisation de rythmes métissés, de la musique la plus primitive et amorphe jusqu'au mélange très habile de rythmes binaires et ternaires. Les Huainos, Huainitos, Carnavales, Carnavalitos et Bailecitos sont de racine incaïque ; les rythmes de Chacarera, Zamba, Vidala, Gato et Tonada sont plutôt de création argentine et le métissage y est prépondérant.

## les instruments

Parmi les plus utilisés se trouve la famille des quenás, dans lesquelles le bord supérieur offre une encoche arrondie ou rectangulaire, la lame d'air étant directement projetée des lèvres au biseau. Le pinkillo ( pingullo ou pinkullo ) se différencie de la quena en ce qu'il possède une embouchure. Le rondador, caractéristique de l'Equateur, est la flûte de Pan des Andes, et est accordée de manière à combiner la gamme pentaphonique à d'autres sons, ce qui permet le duo lorsqu'on passe d'une note principale à une autre. Les sikus ( en quechua antara ) se composent d'une double rangée de tuyaux ( en général de roseaux comme tous les instruments cités ci-dessus ) ; la seconde rangée émet l'octave supérieure ; en outre, les sikus ont ceci de particulier qu'ils requièrent deux musiciens pour produire la gamme complète puisque chaque siku est accordé par tierces ( séries 1-3-5-7 et 2-4-6-8 ) ; ils sont, bien entendu, complémentaires.

La tarka et l'anata sont les seuls de ces instruments à être construits en bois. L'erkencho est une clarinette rudimentaire composée d'une embouchure de roseau (pajuela) et d'une corne de vache ou de chèvre pour amplifier le son. La corneta ou erke est construit de deux ou plusieurs roseaux mis bout à bout, dont on a creusé les noeuds ; la colonne d'air atteint parfois trois mètres ; c'est un instrument typique de la Bolivie et du nord de l'Argentine. Parmi les instruments à vent, il faut citer les conchas marinas (conques marines) ou leur reproduction en terre cuite et pour terminer les ocarinas et une grande variété de sifflets, plus ou moins nombreux selon les régions et leur utilisation.

Parmi les instruments membranophones, il faut citer en premier lieu la caja faite de bois évidé et mesurant de 20 à 60 centimètres ; les deux extrémités sont couvertes de peau de chèvre, de mouton, d'autruche ou d'âne ; ces peaux sont repliées au

bord et cousues à un cercle de fil de fer par une ficelle en zig-zag. Le tamborcito de l'Inca est une caja de petite dimension.

Le bombo est l'instrument qui sert à accompagner la musique et aussi à envoyer des signaux à 2, 3 ou 4 lieues ; il est semblable à la grosse caisse.

Le tamboril est un bombo de taille réduite que l'on porte en bandoulière pour en jouer ; dans certaines régions, il est connu sous le nom de caja, dans d'autres sous celui de tambor.

Une variété d'instruments idiophones, comme les sonajas (sonailles) et le triangulo (triangle) compléterait cette courte liste d'instruments d'accompagnement rythmique.

La guitare et toutes ses variantes (requinto, bandolin, etc...), la harpe et le violon, introduits et enseignés par les Jésuites, ont été adoptés avec plus ou moins de bonheur par les peuples conquis ; le charango mérite une mention spéciale ; c'est le descendant sud-américain de l'ancienne "guitarrilla" espagnole. Les luthiers argentins et boliviens emploient pour la caisse de résonance une carapace de tatou naturalisé ; il possède cinq paires de cordes.

Il faut noter que la plus grande richesse de la musique andine n'est pas son élément rythmique et que, même s'il est parvenu à un plus grand développement par le métissage, il n'atteint pas la valeur de la mélodie ; c'est là l'élément qui a le mieux résisté aux influences européennes, bien

qu'elle ait dû se modeler à des instruments comme la guitare, signe du métissage en Amérique latine.

Luis Gerardo GUEVARA'V.

(1) Tahuantinsuyo ou Tahuantinsuyu : nom de l'empire des Incas, qui signifie à peu près " les quatre directions ".

(2) Ce court article n'a pas valeur d'étude. Son but est seulement de donner un minimum d'informations. Pour plus de détails consulter la bibliographie et se reporter à la discographie.

#### BIBLIOGRAPHIE

- D'Harcourt, R. et M. : La musique des Incas et ses survivances - Paris 1925.
- Aretz, Isabel : Música tradicional argentina - Buenos Aires, 1946.
- Vega, Carlos : Los instrumentos aborígenes y criollos de la Argentina - Buenos Aires 1946.
- Sachs, Curt : Historia universal de la danza - Buenos Aires, 1944.
- Moreno Segundo, Luis : Música y danzas autóctonas del Ecuador - Quito, 1949.
- Jiménez Borja, Arturo : Instrumentos musicales del Perú, in Revista del Museo Nacional de Lima, tomos XIX y XX, 1951.
- Benjamín, Zárate : Folklore boliviano, Cochabamba, 1938.
- Schaeffner, André : Origine des instruments de musique - Paris, 1968.

#### DISCOGRAPHIE

- "Amérique du Sud", Los Incas, Philips 844.879
- "La flûte de Pan des Andes", Los Chacos, Barclay 920.199
- "L'Equateur, richesse du folklore", XII. Riviera 521020
- "Le chant profond de l'Amérique Latine", Le Chant du Monde, L.D.X. 7 4395
- "Les flûtes Indiennes", les Calchakis, vol. 3, Arion 30 T 091 (Pour les autres disques des Calchakis, consulter le catalogue des disques Arion).
- "Santa Maria de Iquique", Los Quilapayún, disque chilien, remarquable.
- "Los Inti-Ilhimani", EMI-Odeon (5) L.D.C. 35254



## NOUVELLES BRIEVES

### COLOMBIE

A la suite d'une grève de la compagnie nationale du pétrole, ECOPEL, les travailleurs ont voulu occuper partiellement les installations dans la ville de Barrancabermeja, département du Santer. La grève a été déclarée illégale et brisée par l'intervention de l'armée. De nombreux travailleurs ont été licenciés, d'autres ont été jugés par un tribunal militaire ( en vertu de l'état de siège existant en Colombie ) et condamnés à des peines monstrueuses. Le nombre des licenciements s'élève à deux cents environ et les condamnés sont au nombre de 41 ; plusieurs d'entre eux ont été condamnés au bagne de Gorgone ( une île inhospitalière du Pacifique ) pour de longues années.

Par ces procédés qui défient même les lois colombiennes ( la Cour Suprême a déclaré illégales les condamnations de civils par des tribunaux militaires ), le faible gouvernement du conservateur Misael Pastrana cherche à décapiter les organisations syndicales les plus combattives et à freiner l'unité d'action qui se dessine entre les deux principales centrales U.T.C. et C.S.T.C.

°  
° °

Des occupations de terre d'une grande ampleur ont eu lieu en Colombie, sur toute l'étendue du territoire national depuis le début de l'année. Menée par l'Association paysanne des usagers agricoles, elles ont revêtu une grande ampleur au cours des mois d'octobre et de novembre. En deux jours d'octobre, 150.000 hectares de terres furent ainsi occupés par environ 15.000 paysans. Parallèlement des indigènes de la région de Caldas ont occupé des fermes dont ils réclament la propriété dont l'hacienda Santa Ana appartenant à l'Eglise.

### MEXIQUE

La situation politique mexicaine semble se détériorer rapidement. Toutes les descriptions vantant la stabilité qu'aurait donné au Mexique la domination du Parti Révolutionnaire Institutionnel semblent en passe de corrections. Le Mexique est l'un des Etats d'Amérique latine les plus affectés par les mesures prises par les Etats-Unis en août dans le domaine financier.

Des guerrillas et un certain malaise agraire font de l'Etat de Guerrero le siège d'un nouveau mouvement agraire qui met en difficulté, localement, le gouvernement. Au sein de celui-ci l'harmonie n'est pas parfaite entre les divers clans. Face au président qui semble pencher pour une relance, au moins verbale, de mesures révolutionnaires, les partisans de l'ancien président Diaz Ordaz préconisent une politique répressive et d'austérité.

Ces divisions commenceraient à se faire sentir au sein de l'armée mexicaine qui depuis 1940 s'était tenue à l'écart des luttes politiques.

### LA DETTE EXTERIEURE EN AMERIQUE LATINE

Selon l'économiste Miguel Wionczek, la dette publique extérieure de l'Amérique latine a triplé entre 1957 et 1966 ( 12,6 milliards de dollars pour cette dernière année ). En dépit de l'augmentation des exportations latino-

### SAN SALVADOR

Des élections doivent avoir lieu au Salvador le 20 février. Quatre candidats se sont fait inscrire, le colonel Arturo Armando Molina pour le parti officiel de conciliation nationale, José Napoléon Duarte pour la démocratie chrétienne, le général José Alberto Medrano pour le Front uni démocratique indépendant et Antonio Rodriguez Porth pour le parti populaire salvadorien.

### LE CONFLIT ENTRE LE VENEZUELA ET SES VOISINS

Depuis quelques années le conflit latent existant entre le Venezuela et ses voisins ( Guyana, Brésil et Colombie ) s'est brutalement accentué et une course aux armements s'est déclenchée dans la région ( achat d'avions et de matériel français par la Colombie et le Venezuela, de sous-marins par ces deux pays... ). Des actes d'hostilité, concentration de troupes, expulsions de ressortissants ( il y a près de 500.000 Colombiens au Venezuela qui ne compte que 11 millions d'habitants ), etc... Le Brésil qui convoite une partie des terres méridionales du Venezuela semble être l'axe d'une Alliance que concrétisent des rencontres entre le président du Brésil et celui de la Colombie, une assistance technique du Brésil à la Guyane.

### VENEZUELA

L'Union Républicaine Démocratique, le Mouvement Electoral du Peuple et le Parti Communiste Vénézuélien ont constitué une alliance qui a rendu public son programme de lutte contre l'actuel gouvernement du parti démocrate chrétien COPEI et l'opposition factice du parti d'Action Démocratique. La Nouvelle Force, c'est le nom sous lequel cette alliance se fait connaître, tente d'attirer d'autres partis de la gauche vénézuélienne et de s'opposer avec un programme populaire à la tentative d'instaurer un bipartisme de fait COPEI-Action démocratique.

### LES ELECTIONS EN URUGUAY

L'Uruguay a voté mais on ignore encore quel est le véritable vainqueur de ces élections. Trois coalitions ou partis se disputaient les faveurs des électeurs. Les partis traditionnels Colorado ( du président sortant Pacheco ), et Blanco, la coalition de gauche connue sous le nom de Front Elargi.

Les premiers résultats laissent apparaître une majorité relative pour le parti Colorado, ce qui, compte tenu des modalités de la loi électorale aurait donné la présidence au candidat de la continuité soutenu par Pacheco, Juan Bordaberry. Il apparaît cependant que la marge séparant les blancs des colorados n'est que de quelques milliers de voix en faveur de ces derniers ce qui, compte tenu de plus de 150.000 bulletins de vote litigieux ( et sur lesquels pèse une présomption de fraude ) pourrait remettre en question le résultat final et faire triompher le candidat des Blancos arrivé en tête, Wilson Ferreira, qui avait présenté un programme réformiste.

Il convient de faire remarquer que le Frente amplio a plus que doublé les voix obtenues aux précédentes élections par les partis qui le composent, obtenant environ 20 % des suffrages. Dans le climat d'intimidation qui a été celui de ces élections on peut considérer ce résultat comme un point de départ important pour la gauche uruguayenne.

américaines, le rapport entre le service de cette dette et les revenus des exportations est passé de 5 à 15 % dans les dix dernières années. Cette situation moyenne dissimule d'ailleurs le cas de pays encore plus lourdement endettés.

# comité france Amérique latine

*Pour l'information en France sur les problèmes de l'Amérique latine et l'amitié entre le peuple français et les peuples d'Amérique latine*

## QU'EST CE QUE LE COMITE FRANCE-AMERIQUE-LATINE ? QUE PEUT-IL NOUS PROPOSER ?

Nos lecteurs ont pu lire, dans le premier numéro du Bulletin, le texte des statuts, tels qu'ils ont été déposés à la Préfecture, et prendre connaissance ainsi des buts, des moyens et de l'organisation statutaire de l'association.

On pourra trouver, dans les lignes qui suivent, quelques précisions sur l'organisation présente du Comité, ses activités et ses projets immédiats.

o  
o o

" Informer les Français sur l'Amérique latine et renforcer les liens d'amitié et de coopération entre le peuple de France et les peuples de tous les pays d'Amérique latine " tels sont les objectifs du Comité. Son organisation répond exactement à ces buts. Dans l'état actuel de son développement, l'organisation et les activités du Comité peuvent être résumées sous six têtes de chapitre.

### 1/ INFORMATION ET DOCUMENTATION.

Pour être en mesure d'informer, il faut d'abord réunir une information contrôlée et une documentation suffisamment complets. C'est pourquoi la première commission de travail du Comité a pour objectif l'information et la documentation : elle a pour mission de lire la presse des

différents pays d'Amérique latine, de rassembler et de traduire les documents les plus intéressants, de constituer des dossiers, constamment tenus à jour, qui pourront être utilisés tant pour la rédaction d'articles que pour la préparation de conférences.

Cette commission de travail est sans doute appelée à faire moins parler d'elle, à l'extérieur, que les suivantes; elle n'en reste pas moins la première car c'est d'elle que dépendra, pour une très large part, la capacité du Comité France - Amérique latine de suivre, d'assez près et assez vite, la vie d'un "continent qui bouge".

### 2/ REDACTION DU BULLETIN.

L'information des adhérents se fait principalement par le canal du Bulletin, édité, en principe mensuellement, par le Comité. C'est à sa rédaction que s'attache la deuxième commission de travail : elle doit prévoir assez longtemps à l'avance les principaux articles à paraître, rechercher les auteurs capables de les écrire, lire et sélectionner l'ensemble de la copie de chaque numéro avant sa publication.

A côté de la commission de rédaction, un petit collectif technique assure la préparation matérielle de la copie et de la maquette, la correction des épreuves et l'expédition aux abonnés.



### BULLETIN D'ADHESION ET/OU D'ABONNEMENT

- Je désire adhérer au Comité France-Amérique latine et vous adresse ci-joint ma cotisation (1) (2)
- Veuillez prendre note de mon abonnement au Bulletin du Comité dont je vous adresse ci-joint le montant (1) (2)
- M. Mme Melle (1) NOM \_\_\_\_\_

Prénom \_\_\_\_\_

Adresse \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Téléphone \_\_\_\_\_

Profession \_\_\_\_\_

Lieu de travail \_\_\_\_\_

Date et signature

(1) Rayez les mentions inexactes. - (2) Voir au verso le tarif des cotisations et des abonnements.

### 3/ ACTIVITES CULTURELLES.

Pour irremplaçable qu'elle soit, l'information écrite, surtout quand elle ne dispose que de moyens pauvres, reste austère et limitée dans son impact. Et puis elle se fait à sens unique, de la rédaction vers les lecteurs, sans (presque) aucun retour.

Or le développement de liens d'amitié et de coopération exige que des rencontres permettent aux adhérents et amis, français et latino-américains, de se connaître, de discuter et de confronter leurs goûts et leurs idées. C'est à la commission des activités culturelles qu'il revient de susciter et de coordonner toutes les manifestations qui pourront être l'occasion de telles rencontres : expositions artistiques, soirées musicales, bals, projections de films ou de diapositives commentées, conférences et débats, etc.

### 4/ AMITIE ET SOLIDARITE.

Mais l'amitié entre des peuples ne peut rester seulement intellectuelle ; elle doit aussi, quand besoin est, s'exprimer directement par une aide fraternelle. La commission amitié et solidarité cherchera à mobiliser toutes les bonnes volontés de l'association pour tenter d'apporter son soutien à nos amis latino-américains qui peuvent se trouver isolés ou démunis en France. Elle apportera aussi, sous les formes appropriées, l'appui du Comité aux campagnes de solidarité qui pourront être organisées en faveur des victimes de la répression politique ou du sous-développement économique en Amérique latine.

### 5/ CERCLES LOCAUX.

L'organisation des quatre commissions qui viennent d'être présentées répond à la nécessité, technique en quelque sorte, de faire face aux différentes activités découlant des objectifs poursuivis par le Comité. Mais cette organisation technique doit s'accompagner de la création de cercles locaux dans les quartiers, les maisons de la culture ou centres culturels, les universités et écoles, voire dans certaines entreprises importantes où le Comité d'entreprise peut être intéressé par nos activités. Ces cercles locaux ont un rôle capital pour servir de relais aux initiatives du Comité : sans eux, les manifestations organisées resteraient

sans lendemain ; elles auraient pu satisfaire une curiosité mais non créer des liens d'amitié.

A l'exception de Montpellier, aucun cercle local n'est encore constitué ; ceci s'explique par la création récente du Comité. Mais le moment est venu de donner une base à notre association : nous lançons un appel à nos adhérents et amis pour qu'ils prennent l'initiative des contacts qui leur permettront de constituer un cercle, fut-il de 3 ou 4 personnes seulement pour commencer.

### 5/ COMITE DIRECTEUR & BUREAU EXECUTIF.

Les organismes de direction prévus par les Statuts n'ont pas encore été mis en place : il était d'abord nécessaire d'avoir recueilli un nombre suffisant d'adhérents pour que ceux-ci puissent élire un comité directeur. L'association fonctionne donc actuellement avec un bureau provisoire composé par ses membres fondateurs et les bonnes volontés qui ont bien voulu joindre leurs efforts aux leurs.

La convocation de la première Assemblée générale statutaire est prévue pour le début 1971.

°  
° °

ECRIVEZ-NOUS POUR NOUS FAIRE PART DE VOS IDEES ET SUGGESTIONS. SI VOUS DISPOSEZ D'UN PEU DE TEMPS, DITES-NOUS DANS QUEL SECTEUR D'ACTIVITE VOUS AIMERIEZ NOUS AIDER.



Directeur de Publication :  
Michèle BERNU

COPEDITH -  
70, rue de Flandre, 75-Paris 19ème

### TARIF DES COTISATIONS

- Membre actif = 25 F ( étudiants et petits salaires = 10 F )    ● Membre bienfaiteur = 100 F ou plus

### ABONNEMENTS AU BULLETIN

- Abonnement ordinaire = 30 F    ● Tarif réduit pour les membres du Comité = 20 F

Adresser le bulletin d'adhésion et/ou l'abonnement (avec un chèque postal - les 3 volets - ou bancaire, établi au nom de Mme Florence AUDIER, CCP 32 868-27 La Source) à M. Dominique LAHALLE, 2 rue Charbonnel (A4/130) 75 - Paris 13ème.